

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

ÉFAI
28 juillet 2009

Iran. Déclaration conjointe de Shirin Ebadi et d'Irene Khan

La crise des droits humains en Iran s'aggrave de jour en jour et l'investiture de Mahmoud Ahmadinejad marquant le début de son deuxième mandat de président – qui doit avoir lieu la semaine prochaine – pourrait déclencher de nouvelles actions de protestation et de nouvelles opérations de répression de très grande ampleur, ont déclaré ce 28 juillet Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, et Shirin Ebadi, lauréate iranienne du prix Nobel de la paix.

« Il y a trois jours, dans plus de 100 villes des quatre coins du monde, des milliers de personnes ont pris part à une journée mondiale d'action pour dénoncer le grand nombre d'arrestations, de faits de violence et d'homicides qui ont émaillé les efforts déployés par les autorités iraniennes afin d'imposer par la force les résultats très controversés de l'élection, a déclaré Irene Khan. Le but était de témoigner notre solidarité à ceux dont les droits sont bafoués en Iran, et de signifier au Guide suprême iranien et aux personnes qui l'entourent que ces violations doivent cesser. Le monde regarde. »

Shirin Ebadi, avocate et défenseure des droits humains la plus éminente d'Iran, se trouve actuellement à Londres à l'invitation d'Amnesty International.

En décembre 2008, les autorités iraniennes ont mis fin de façon sommaire aux activités du Centre des défenseurs des droits de l'homme – une organisation qu'elle a fondée en 2001 –, reprochant à celui-ci son action visant à promouvoir les droits humains et à défendre les personnes détenues et victimes de torture. Au moins trois de ses membres dirigeants – Abdolreza Tajik, journaliste, ainsi que Abdolfattah Soltani et Mohammad Ali Dadkhah, tous deux avocats spécialisés dans la défense des droits humains – sont incarcérés depuis le début des manifestations en rapport avec l'élection. Deux d'entre eux sont détenus à la tristement célèbre prison d'Evin, à Téhéran, mais on ignore où se trouve Mohammad Ali Dadkhah, ce qui suscite de vives craintes concernant sa sécurité.

« Mes collègues ont été pris pour cible en raison de leur travail visant à faire progresser la justice et l'état de droit, et à protéger les droits fondamentaux de tous en Iran, a ajouté Shirin Ebadi, qui s'est vu décerner le prix Nobel de la paix en 2003. Ils languissent désormais en prison comme tant d'autres dans mon pays parce qu'ils défendent des valeurs universelles – les droits à la liberté d'opinion et d'expression, et le droit de faire pacifiquement état de son désaccord sans avoir à craindre d'être arrêté ou agressé par des forces autoritaires telles que les bassidji (miliciens volontaires). »

Irene Khan et Shirin Ebadi ont insisté sur le fait que l'attention et les efforts internationaux ne doivent pas se relâcher, quel que ce soit le degré d'intransigeance affiché par les autorités à Téhéran.

« La population iranienne a plus que jamais besoin d'un soutien international, à l'heure où les divisions politiques à Téhéran se creusent, a estimé Shirin Ebadi. L'attention et les pressions internationales doivent être maintenues et renforcées si l'on souhaite qu'elles aient un impact sur ceux qui sont au pouvoir à Téhéran. »

« En particulier, les Nations unies doivent jouer un rôle plus clair et décisif, a préconisé Irene Khan. Par l'intermédiaire de ses mécanismes, de défense des droits humains notamment, l'ONU doit enquêter sur les violations perpétrées actuellement en Iran et recenser les éléments qui pourront un jour servir à obliger les responsables présumés de ces atteintes à rendre des comptes. »

Shirin Ebadi est actuellement à Londres dans le cadre d'une action internationale visant à mettre en lumière les atteintes aux droits humains commises en Iran, mais aussi afin de soutenir l'action mondiale qu'Amnesty International s'apprête à lancer afin de prendre la défense du CDDH et de ses membres, et de réclamer que le Centre soit autorisé à rouvrir et à poursuivre son travail.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org
Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.